Colloque des Ingénieurs des Ponts, des Eaux et Forêts

Les ingénieurs et la transition écologique

14 octobre 2014

Bref aperçu du colloque

C'est dans la salle de conférence où se tient le comité technique du Ministère de l'écologie et de l'énergie que s'est tenu le deuxième colloque organisé par le collectif IPEF CGT-FSU le 14 octobre dernier.

Aux côtés des différents intervenants, nous avons eu le plaisir d'accueillir la ministre Delphine Batho, avec des participants aussi attentifs qu'au fait des thématiques traitées.

Editorial

Cher-e collègue,

La CGT et la FSU ont été à l'initiative d'un colloque sur un sujet au cœur des questions qui se posent à notre société. Nous nous sommes interrogés sur le rôle et la place des ingénieurs dans la transition écologique.

Tu en trouveras ci-dessous un bref aperçu en attendant un compte-rendu plus exhaustif.

Les enjeux sont considérables et il nous semble que les laisser dans les mains du marché serait la pire des choses ; son fonctionnement court-termiste ne correspond pas aux enjeux qui nous attendent tous.

Oui ! il y a besoin d'une réflexion, de débats publics, d'outils et de services publics, d'emplois de chercheurs, d'ingénieurs, de techniciens pour relever ces défis. Cela nécessite aussi, notamment, de replacer les ministères techniques comme pilotes de la résolution de ces questions avec les moyens afférents.

Patrick SIMON, ICPEF pour la CGT
Sylvie VERDIER, IPEF pour la FSU

Pourquoi un colloque sur ce thème organisé par la CGT et la FSU ?

Parce que dans notre conception, les syndicats ne doivent pas traiter seulement des salaires et des conditions de travail, des droits des salariés, mais aussi de la nature de leur travail.

Ce point nous semble d'autant plus nécessaire au moment où les enquêtes des services des ressources humaines soulignent la « perte de sens » progressive pour les salariés. Or celui-ci est particulièrement important pour les ingénieurs dont on attend du « sens » précisément, eux qui sont le plus souvent le premier échelon d'exécution des politiques.

Notre liberté de critique et notre goût pour la discussion argumentée et documentée trouvent donc naturellement à s'exercer sur le sens de nos missions et ce à quoi elles répondent.

Le colloque, il s'est dit quoi...

L'introduction au colloque énonçait que les changements climatiques, la limite des ressources naturelles, la démographie mondiale, nous imposaient de penser autrement le développement de la planète...

Nous avons pu le vérifier au fil des interventions et nous pourrions maintenant ajouter que dans cet « autrement » s'exprime un besoin d'ingénieurs, de politiques publiques à tous les niveaux d'organisation car « la main invisible du marché » ne peut y répondre, voire elle aggrave les problèmes.

Ce constat n'est aucunement un positionnement qui résulterait d'une idéologie mais il est au contraire tiré de l'expérience de problèmes concrètement vécus par les ingénieurs.

Mathieu Goetzke, ICPEF représentant à la CAP, directeur de l'urbanisme de la ville de Lille souligne dans son intervention le besoin impérieux de garder des compétences techniques au niveau des administrations et en particulier au niveau des collectivités locales qui représentent tout de même 70 % des investissements publics.

Les garder, non seulement pour ce qui est en régie publique mais aussi pour posséder une analyse propre des enjeux et pour passer les bonnes commandes. Il nous explique qu'il est impératif que les acteurs institutionnels soient en mesure d'échanger sur la dimension technique, et de disposer d'un œil « extérieur », et puissent dialoguer avec un fournisseur d'énergie comme ErDF. Un des enjeux est aussi de s'extraire des risques de lobbying, et limiter le recours aux bureaux d'études privés.

La nécessité est également grande, dans le contexte de la transition énergétique, d'un service public de conseil en direction des citoyens, et notamment dans le cas des ménages à plus faible revenu et ceux qui disposent d'une faible capacité à investir dans leur logement.

La présence d'ingénieurs est indispensable pour discuter avec des opérateurs proposant parfois des projets différents dans des domaines aussi divers qu'énergie, transport, urbanisme, réseaux de chaleur, espaces verts, domaines en mouvement à cause de la transition écologique.

Marc Gillet, IGPEF, ancien directeur de l'observatoire des effets du réchauffement climatique constate que le changement climatique introduit, et va introduire, de tels bouleversements que l'on ne peut concevoir une adaptation et une atténuation de celui-ci sans des investissements et équipements publics massifs.

Un besoin de connaissances sur les conséquences de ce qui change, dans ce que nous considérions comme stable jusqu'à maintenant, va également se manifester de plus en plus fortement à la mesure de la perception de ce changement à l'oeuvre.

Seuls des pouvoirs publics peuvent garantir de disposer en leur sein d'experts qui soient indépendants des intérêts privés. Les services publics sont les mieux à même de servir l'intérêt général pour les citoyens face à ces changements.

Ils doivent garantir un système d'information fiable et pérenne pour des choix publics éclairés.

Patrick Simon, ICPEF au ministère de l'agriculture et membre de la CAP, énonce les raisons pour lesquelles le modèle de développement agricole français doit être profondément refondé.

Même si la France reste encore la première puissance agricole et agroalimentaire européenne, le modèle actuel génère du chômage, une baisse de la richesse agricole globale produite. En plus de ces limites sociales et économiques, il atteint des limites écologiques.

Ces dernières se manifestent par un nombre de signes croissant qui vont des maladies professionnelles des agriculteurs aux algues vertes en passant par une contribution trop forte de l'agriculture aux émissions de gaz à effet de serre.

Refonder le modèle de la ferme France suppose de nouveaux systèmes de production à créer, de nouvelles filières incluant transformation, relocalisation. Il faut aussi former à un nouveau métier d'agriculteur, réorienter et accroître la recherche et le développement, réformer la politique agricole (subventions, politique des structures, de l'installation, voire réforme agraire), réorganiser l'aval (circuits courts, économie circulaire, juste prix). Un effort similaire est à faire pour les IAA.

Marie-Claire Cailletaud, responsable nationale de la fédération CGT Mines et Energie restitue l'enjeu dans son contexte global.

Oui le droit à l'énergie n'est pas acquis à l'échelle du monde entier ! Oui, il va falloir produire plus d'énergie au niveau mondial, dans un contexte de réchauffement climatique
avec des risques de désordres géopolitiques graves (réfugiés climatiques …) ; avec quelle place pour des ressources fossiles carbonées en diminution et qui génèrent des gaz à effet de serre (GES)… ?

Pour la France : nous avons l'enjeu de la division par 4 des émissions de gaz à effet de serre à l'horizon 2050 : Les transports sont le 1er secteur émetteur . La CGT s'est battue pour que ce secteur soit intégré à la loi de transition énergétique.

Le 2ème secteur, c'est le bâtiment avec l'enjeu de l'isolation ; mais deux problèmes : d'abord avec quelle filière ? Celle qui fonctionne avec des salariés détachés à 600€ ?… Ensuite quid de la précarité énergétique dont le profil type est le propriétaire âgé et isolé ? (la précarité énergétique touchant en effet 11 millions de français) ; L'objectif est difficile à atteindre, si ne sont pas mis les moyens financiers en regard.

La recherche dans la transition énergétique, avec l'importante question du stockage de l'énergie, est clairement sous dimensionnée en France et en Europe. Elle doit bien évidemment être soutenue . Elle doit se diriger vers l'étude de nouvelles sources d'énergie, et être pilotée par un pôle public européen de l'énergie.

Il faut faire évoluer le bouquet énergétique, en fonction de l'arrivée à maturité industrielle des énergies renouvelables. La filière nucléaire a sa place dans le bouquet énergétique mais il faut être inquiet sur la sous-traitance. Il faut avancer sur les technologies de captage du CO2 pour le charbon.

L'Etat doit avoir un levier pour agir stratégiquement avec la constitution d'un pôle national de l'énergie et il nous faut envisager aussi une instance / action à l'échelle européenne…

Qui peut prétendre changer de modèle, le refonder sans de nouveaux besoins de chercheurs, d'ingénieurs, de techniciens supérieurs ?

Ceux-ci existent et sont déjà exprimés par ceux qui cherchent à concrétiser des systèmes de production alternatifs.

Ecoutons les !

De sa réflexion de Ministre de l'écologie et de l'énergie **Delphine Batho** tire un cadre politique dans lequel la question de la transition écologique se pose.
Le concept de développement durable est dépassé dans ses dimensions sociales, écologiques ou économiques.

Un nouveau modèle, économe en ressources, est à inventer sur lequel il y a nécessité d'investir. Au départ, cela coûte mais on ne peut faire de l'écologie sans argent. Ce nouveau modèle passe par un retour à la régulation prenant appui sur les intérêts de l'humanité, donc sur le long terme, et doit investir de façon massive dans la recherche à l'échelle européenne. Le retour à la planification doit intégrer le besoin d'adaptation, dans un monde où tout va très vite. La réflexion autour de la mise en place des nouvelles politiques publiques doit nécessairement être pluridisciplinaire pour être efficace.

La grande problématique est celle du retour de la régulation avec une restructuration des politiques autours des enjeux de long terme.

4 questions clés

- La gestion de crise (ex. intempéries, crues…) : la question est sous-estimée dans le grand public. Le MEDDE doit devenir ministère régalien au sens moderne du terme. Il faut une vision régalienne de la manière dont on organise la société.
- La souveraineté énergétique : si nous laissons faire le marché, c'est le retour du charbon. Le changement de statut des grandes entreprises a été sous-estimé, nous avons besoin de reprendre le contrôle de l'énergie. Donc elle se déclare en désaccord avec l'ouverture à la concurrence des concessions hydroélectriques.
Il faut sortir EDF de la bourse et la transformer en société coopérative. Nous continuerons à avoir besoin du nucléaire, mais 75% est aussi un risque : une question majeure est posée à l'Europe.
- La Réforme de l'Etat : plus l'Etat a été affecté par la RGPP, plus il s'est lancé dans le formalisme réglementaire. C'est le cas du droit de l'environnement avec un contrôle à priori long et fastidieux rendant le rapport à l'usager difficile.
- Enfin, il y a nécessité d'investir, il est impossible de changer de modèle sans investissements.

Les élections du 4 décembre 2014

Vous trouverez ci-dessous la liste des candidats que nous présentons pour la CAP des IPEF. Où que nous soyons, nous avons toujours besoin de défendre les intérêts du corps qui est un corps d'intérêt général.

La présence d'élus CGT-FSU dans la précédente CAP a déjà été fructueuse car elle a permis de bien appréhender toute la diversité du corps, toutes ses potentialités y compris dans le travail de fond de la CAP (mutations, promotions, intégrations etc..).

Une présence qui n'exclut pas la recherche de convergences avec d'autres représentants syndicaux au sein de la CAP...

Le 4 décembre 2014,
vous voterez par correspondance.

Dès réception du matériel de vote, sans rature ni panachage

Les candidat-e-s CGT - FSU des IPEF

Ingénieur général (classe normale)

François-Régis ORIZET	CGEDD
Jean-Louis BRENGUIER	Météo-France-CNRM
Patrick DE BUHAN	CGEDD
Charles WAGNER	IGN

Ingénieur en chef

Patrick SIMON	MAAF-DGPAAT
Dominique MIGNOT	IFSTTAR
Christine LAC	Météo-France-CNRM
Gilles ORZONI	CGDD
Thierry DUPEUBLE	Montpellier SupAgro
Mathieu GOETZKE	Ville de Lille

Ingénieur

Sylvie VERDIER	LEGTA Jean Monnet Vic-en-Bigorre
Muriel FILIPPI	MAAF-SG
Yves LE TRIONNAIRE	DREAL PACA
Marie-Sophie DEDIEU	MAAF-SG-SSP
François POSTEL	DRAAF Alsace
Monique ARNOLD-GAULHIAC	MAAF-DGPAAT-SSAD

Votez pour les candidat-e-s CGT - FSU

Le vote CGT FSU votre meilleur atout !

ELECTIONS FONCTION PUBLIQUE 4 décembre 2014

la cgt